

SENATO DELLA REPUBBLICA
XIV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 157

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA
SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 5-7 dicembre 2005)

Raccomandazione n. 775 ¹

La lotta al terrorismo internazionale: una sfida per l'Europa ²

Annunziata il 26 gennaio 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant sa Recommandation n. 763 sur les aspects de défense de la lutte contre le terrorisme international;

(ii) Condamnant fermement toutes les formes de terrorisme, quels qu'en soient les causes ou les objectifs présumés;

(iii) Consciente que la menace terroriste internationale est marquée par une idéologie qui prêche la violence à l'encontre de la démocratie et la destruction des valeurs fondamentales de la société occidentale qui permettent à des hommes et des femmes de toutes conditions et confessions de vivre ensemble dans la prospérité;

(iv) Convaincue que la seule manière de réagir face à cette menace est de s'y opposer, de la combattre et de la vaincre;

(v) Considérant que cela impose de renforcer nos sociétés démocratiques qui sont fondées sur le respect mutuel de tous

¹ Adoptée par l'Assemblée le 7 décembre 2005, au cours de sa dixième séance plénière.

² Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Lluís Maria de Puig, rapporteur (Espagne, Groupe socialiste) et M. Bart van Winsen, co-rapporteur (Pays-Bas, Groupe fédéré), Document 1914.

les individus, toutes cultures, religions et races confondues;

(vi) Reconnaissant que l'UE, qui n'est pas un Etat souverain, n'a que des moyens limités pour combattre le terrorisme;

(vii) Notant toutefois que tous les Etats membres de l'UE reconnaissent la nécessité d'une action concertée européenne et d'une démarche élargie de la part de l'UE, compte tenu de la nature transnationale de la menace terroriste et de la diversité des instruments nécessaires pour mener de manière efficace une stratégie de lutte contre le terrorisme;

(viii) Notant qu'il est essentiel pour l'UE comme pour l'OTAN d'intensifier leur coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de veiller à ce que cette coopération ne soit en aucun cas entravée par des rivalités ou des conflits de compétences ou de capacités;

(ix) Soulignant l'importance d'une coopération étroite entre l'UE et ses Etats membres d'une part, et entre l'UE et les Etats-Unis de l'autre, en dépit de leurs divergences de vues sur la manière de conduire la lutte contre le terrorisme;

(x) Soutenant le Coordonnateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme dans sa tâche difficile mais essentielle, consistant à promouvoir une meilleure coordination des politiques nationales de lutte antiterroriste au niveau de l'UE et à surveiller la mise en oeuvre du plan d'action de l'UE sur la lutte contre le terrorisme;

(xi) Considérant que malgré les réticences de certaines autorités nationales vis-à-vis de la proposition de créer une agence européenne de renseignement et les arguments avancés pour contester l'utilité d'une telle instance, cette proposition devrait être réexaminée dans un esprit constructif;

(xii) Considérant que tous les Etats membres de l'UE devraient faire des efforts soutenus pour adopter une législation similaire visant à isoler et à mettre hors-

la-loi les individus et les organisations qui encouragent la violence armée, incitent à la haine religieuse ou raciale et exaltent le terrorisme;

(xiii) Reconnaissant qu'une société démocratique doit assurer un équilibre entre la protection des droits de l'individu et la protection de la société tout entière, qui garantit les valeurs démocratiques permettant aux individus de vivre en toute sécurité dans un Etat de droit;

(xiv) Sachant que la lutte contre le terrorisme et la défense de valeurs fondamentales telles que la liberté et la démocratie peuvent nécessiter l'adoption par les parlements nationaux de lois qui pourraient affecter certains droits et libertés fondamentaux;

(xv) Soulignant la nécessité urgente, au niveau de l'UE, de résoudre le paradoxe d'une situation où l'absence quasi-totale de contrôles frontaliers dans l'espace Schengen permet aux terroristes de franchir les frontières sans entrave, tandis que les forces de l'ordre restent paralysées par les frontières nationales;

(xvi) Consciente que même au sein de l'UE, les différences de tradition, de culture et de pratique juridiques rendent difficile l'adoption d'une démarche cohérente en matière de répression antiterroriste;

(xvii) Se félicitant de la présentation par la Commission européenne, en septembre 2005, d'un ensemble de mesures de lutte contre le terrorisme, couvrant les aspects essentiels de la stratégie de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme, et attendant avec intérêt de connaître la nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme et le plan d'action renforcé qui doivent être présentés par le Conseil européen en décembre 2005;

(xviii) Considérant que la politique antiterroriste de l'UE repose en grande partie sur la coopération intergouvernementale, et qu'elle doit donc être soumise au contrôle d'une instance interparlementaire européenne;

(xix) Préoccupée par la menace du terrorisme nucléaire et par l'échec de la septième conférence de révision du TNP à parvenir à un accord sur de nouvelles mesures pour mettre fin à la dissémination des armes nucléaires,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER
LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN
TANT QUE MEMBRES DE L'UE ET DE
L'OTAN**

1. A assurer un soutien et un contrôle parlementaires réguliers, sur les plans tant national qu'international, de manière à garantir que l'adoption de lois antiterroristes susceptibles d'affecter les droits et libertés fondamentaux soit l'aboutissement d'un processus démocratique auquel participent pleinement les citoyens et leurs représentants au parlement;

2. A améliorer et à intensifier la coopération entre l'UE et l'OTAN dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et à s'assurer que celle-ci n'est en aucun cas entravée par des rivalités ou des conflits de compétences et de capacités;

3. A continuer d'améliorer et de renforcer la coopération antiterroriste entre les Etats membres tout en examinant plus avant les possibilités de créer une agence européenne de renseignement antiterroriste;

4. A rechercher une solution appropriée pour accroître l'efficacité de la coopération dans le cadre des opérations antiterroristes transfrontalières menées par les services nationaux de maintien de l'ordre, notamment dans l'espace Schengen;

5. A ne ménager aucun effort pour identifier et faire cesser les activités des proliférants nucléaires et pour adapter le TNP en prévoyant des mesures spéciales pour éviter que des armes nucléaires ne tombent entre les mains d'individus, d'organisations ou de groupes terroristes;

6. A accélérer les efforts de l'UE pour promouvoir la paix et la stabilité au Moyen-Orient et au sud de la Méditerranée et à contribuer activement au règlement des conflits qui sévissent dans cette région;

7. A développer la coopération avec les pays du Moyen-Orient et de la rive sud de la Méditerranée, en exploitant, notamment, les possibilités particulières offertes par le processus de Barcelone et la politique européenne de voisinage;

8. A favoriser l'application des clauses de sauvegarde de l'AIEA au Moyen-Orient en demandant à tous les Etats de cette région de prendre des mesures, notamment de confiance et de vérification, afin d'instituer une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 775 ¹****La lotta al terrorismo internazionale: una sfida per l'Europa ²**

L'Assemblea,

(i) Richiamando la Raccomandazione dell'Assemblea n. 763 sugli aspetti di difesa della lotta al terrorismo internazionale;

(ii) Condannando duramente ogni forma di terrorismo a prescindere dalle sue possibili cause o obiettivi;

(iii) Consapevole che la minaccia terroristica internazionale si basa su un'ideologia che predica la lotta violenta alla democrazia e la distruzione dei valori fondamentali su cui si basa la società occidentale e grazie ai quali persone di diversa estrazione e confessione religiosa possono convivere nella prosperità;

(iv) Convinta che la sola opzione a fronte di tale minaccia sia di contrastarla, combatterla e sconfiggerla;

(v) Considerando che tale obiettivo dovrà essere conseguito tramite il rafforzamento delle nostre società democratiche, basate sul rispetto reciproco tra individui, culture, confessioni e razze;

(vi) Riconoscendo che l'UE, non essendo uno Stato sovrano, dispone di capacità limitate per la lotta al terrorismo;

(vii) Considerando tuttavia che tutti gli Stati membri dell'UE riconoscono la necessità di un'azione congiunta e auspicano l'adozione di un approccio comune, in grado di rispondere alla natura internazionale della minaccia terroristica usando l'intera gamma di strumenti necessari per un'efficace strategia antiterroristica;

(viii) Considerando che è essenziale, per la l'UE come per la NATO, intensificare la cooperazione nel campo della lotta al terrorismo, assicurando che tale cooperazione non sia ostacolata in alcun modo da rivalità o contrasti su competenze e capacità;

(ix) Sottolineando l'importanza di una stretta cooperazione tra l'UE e gli Stati membri da un lato, e tra l'UE e gli Stati Uniti, dall'altro, nonostante le diversità di opinione circa le modalità e gli strumenti da utilizzare nella lotta al terrorismo;

(x) Esprimendo il proprio sostegno al coordinatore per la lotta al terrorismo dell'UE nel suo difficile, ma vitale, compito di promuovere un miglior coordinamento delle politiche nazionali antiterrorismo a livello dell'Unione e monitorare l'applicazione del piano d'azione europeo contro il terrorismo;

(xi) Considerando che, nonostante la riluttanza manifestata al riguardo da alcune autorità nazionali e le tesi che contestano l'utilità di tale organismo, la proposta di creare un'agenzia di *intelligence*

¹ Adottata dall'Assemblea il 7 dicembre nel corso della sua decima seduta.

² Memorandum esplicativo: vedere la relazione presentata a nome della Commissione politica da Lluís Maria de Puig, Relatore (Spagna, Gruppo socialista) e Bart van Winsen, co-Relatore (Paesi Bassi, Gruppo federato), Documento 1914.

europea dovrà essere riesaminata con spirito costruttivo;

(xii) Considerando che tutti gli Stati membri dell'UE dovranno compiere seri sforzi per introdurre una normativa armonizzata, mirante a isolare e bandire individui e organizzazioni che promuovono la violenza armata, incitano all'odio razziale e religioso ed esaltano il terrorismo;

(xiii) Riconoscendo che una società democratica deve garantire il giusto equilibrio tra la difesa dei diritti individuali e quella dei diritti della società nel suo insieme, assicurando il rispetto dei valori democratici che consentono agli individui di vivere nella sicurezza offerta dallo stato di diritto;

(xiv) Consapevole della possibilità che la lotta al terrorismo e la difesa di valori fondamentali quali la libertà e la democrazia richiedano l'adozione da parte dei parlamenti nazionali di leggi che potrebbero toccare alcuni diritti e libertà fondamentali;

(xv) Notando l'urgente necessità a livello della UE di superare il paradosso grazie al quale i terroristi possono muoversi praticamente senza ostacoli all'interno dell'area Schengen, mentre le forze dell'ordine restano paralizzate dai confini nazionali;

(xvi) Consapevole del fatto che, persino all'interno dell'UE, esistono diversità in materia di tradizioni giuridiche, cultura e abitudini, che ostacolano l'adozione di un approccio coerente alla repressione delle attività terroristiche;

(xvii) Salutando con favore la presentazione, nel settembre 2005, di un pacchetto di iniziative per la lotta contro il terrorismo della Commissione europea, che copre tutti gli aspetti principali della strategia antiterrorismo dell'UE, e aspettando con interesse di conoscere la nuova strategia antiterrorismo e il piano d'azione

rafforzato che il Consiglio europeo presenterà nel dicembre 2005;

(xviii) Considerando che gran parte della politica antiterrorismo dell'UE si basa sulla cooperazione tra governi, e richiede quindi la sorveglianza di un'istanza interparlamentare europea;

(xix) Preoccupata dalla minaccia del terrorismo nucleare e dal mancato raggiungimento di un accordo su nuove misure contro la diffusione delle armi nucleari nell'ambito della settima Conferenza di revisione del Trattato di non proliferazione nucleare (NPT),

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI MEMBRI DELL'UEO, IN QUALITÀ DI MEMBRI DELL'UE E DELLA NATO A:

1. Assicurare un sostegno e una sorveglianza parlamentare regolari, sia a livello nazionale che internazionale, in modo da garantire che l'adozione di leggi potenzialmente restrittive dei diritti e libertà fondamentali sia il risultato di un processo democratico, caratterizzato dalla piena partecipazione dei cittadini e dei loro rappresentanti in Parlamento;

2. Migliorare e intensificare la cooperazione tra l'UE e la NATO nella lotta al terrorismo assicurando che tale cooperazione non sia in alcun modo ostacolata da eventuali rivalità o controversie su competenze e capacità;

3. Migliorare e rafforzare ulteriormente la cooperazione antiterrorismo tra Stati membri, continuando nel contempo a valutare la possibilità di creare un'agenzia europea di *intelligence* antiterrorismo in futuro;

4. Individuare una soluzione efficace per migliorare la collaborazione tra le forze dell'ordine nazionali nelle operazioni internazionali contro il terrorismo, soprattutto nell'area Schengen;

5. Proseguire gli sforzi per identificare e bloccare la proliferazione nucleare e adattare l'NPT, prevedendo misure specifiche per assicurare che le armi nucleari non finiscano nelle mani di organizzazioni, gruppi o individui con obiettivi terroristici;

6. Intensificare gli sforzi dell'UE per promuovere la pace e la stabilità nel Medio Oriente e nel Mediterraneo meridionale e contribuire attivamente alla risoluzione dei conflitti che ancora dilanano la regione;

7. Intensificare la cooperazione con i paesi del Medio Oriente e del Mediterraneo meridionale, usufruendo in particolare modo degli strumenti specifici offerti dal Processo di Barcellona e dalla Politica europea di vicinato;

8. Promuovere l'applicazione degli accordi di salvaguardia dell'AIEA in Medio Oriente, invitando tutti gli Stati della regione ad assumere iniziative, anche di *confidence-building* e di verifica, mirate alla creazione di una zona denuclearizzata in Medio Oriente.